

*Réponse à la consultation publique «
Décision relative à la mise en place d'une
collecte annuelle de données
environnementales »*

Réponse du SECIMAVI – octobre 2025

Introduction

Le SECIMAVI (Syndicat des Entreprises de Commerce International de Matériel Audio, Vidéo et Informatique) remercie l'Autorité de lui donner l'occasion de partager les retours de ses adhérents, entreprises de distribution de terminaux numériques, sur le projet de décision mis en consultation publique.

Le SECIMAVI représente plus de 30 entreprises et marques de l'audiovisuel et de l'informatique, grands groupes internationaux et PME, commercialisant des marques à forte notoriété de terminaux mobiles, tablettes, ordinateurs portables, écrans d'ordinateurs et TV. Le SECIMAVI représente un chiffre d'affaires de 12 milliards d'euros et 16 300 emplois directs.

Notre syndicat et ses adhérents sont impliqués de longue date dans les travaux relatifs à la mesure et la réduction de l'empreinte environnementale du numérique et de leurs activités.

A ce titre, nous avons participé aux précédentes consultations publiques relatives aux Décisions de l'ARCEP et facilité les échanges entre l'Autorité et les fabricants de terminaux.

Nous souhaitons en premier lieu rappeler **l'importance de la proportionnalité** des mesures s'imposant aux entreprises. Dans un contexte économique difficile, l'exercice d'allocation des ressources disponibles est complexe et conditionne la performance de notre économie au global. C'est ce qui a motivé le dépôt, en 2024 par le gouvernement français, d'un projet de loi de simplification de la vie économique qui vise à **alléger les formalités administratives** pour les entreprises. C'est aussi l'ambition des textes « omnibus » annoncés par la Commission Européenne pour 2025. Il importe, dans un souci de cohérence des politiques publiques, que les autorités administratives indépendantes s'inscrivent dans une dynamique similaire et que les mesures envisagées soient **raisonnables et proportionnées** en vue d'atteindre les objectifs poursuivis¹.

Ainsi, comme nous l'avons déjà souligné dans notre contribution à la consultation publique sur la Décision relative à la mise en place d'une collecte annuelle de données environnementales de septembre 2024, certaines données collectées depuis l'origine de la collecte ne font toujours pas l'objet d'une publication ou d'une analyse.

Dans l'édition 2025 du rapport « pour un numérique soutenable », les données collectées auprès des fabricants utilisées à des fins de publication et d'analyse sont celles relatives aux ventes de terminaux neufs, globales par catégorie de produit et ventilées par taille d'écran, aux consommations électriques des TV et écrans d'ordinateurs ventilées par taille d'écran et aux émissions globales de gaz à effet de serre. Ce qui signifie que les autres données collectées lors des exercices précédents ne sont pas utilisées dans le rapport lui-même, parmi lesquelles figurent le nombre de terminaux en cours d'utilisation et la durée totale d'utilisation, dont nous avons par le passé souligné les difficultés méthodologiques de recueil et de collecte.

De plus, le lien entre les données collectées et l'objectif poursuivi n'est pas toujours clair ; à titre d'exemples :

¹ Cf. Article L.32-1 du CPCE

- Le questionnaire relatif aux smartphones demande de détailler les ventes annuelles par taille d'écran et par technologie (3/4/5G) alors que le lien avec l'objectif final de mesure de l'empreinte environnemental n'est pas évident et que d'autres moyens pourraient être mobilisés pour obtenir cette information
- Le questionnaire relatif aux téléviseurs vise à recueillir, pour chaque fabricant, les émissions embarquées annuelles par taille d'écran et par technologie alors qu'il est reconnu que la taille d'écran est le facteur déterminant principal.

Enfin, il nous semblerait utile que l'autorité engage un dialogue avec les parties concernées afin d'établir un bilan partagé de l'exercice de collecte. En effet, les acteurs concernés n'ont à ce jour que peu de visibilité sur le taux de couverture et la représentativité du panel d'acteurs soumis à l'obligation de collecte ainsi que sur la méthodologie appliquée, par exemple pour passer de données de mises sur le marché à des données de ventes.

En vue d'assurer la proportionnalité des mesures prévues par la Décision de collecte, nous appelons à envisager **une rationalisation des données collectées auprès des acteurs, dans le cadre d'un dialogue constructif avec les acteurs de marché, avant d'envisager toute extension à de nouveaux indicateurs.**

Par ailleurs, nous souhaitons rappeler que nos adhérents sont des entreprises internationales et que l'exercice de collecte de l'information nécessite de mobiliser des ressources dans de nombreux pays, et implique des processus internes précis. Dans le cas d'espèce, cela signifie que nos adhérents ont besoin d'une part d'un texte légal en vigueur sur lequel la demande interne s'appuiera et d'autre part d'un délai de mise en œuvre suffisant pour mobiliser les ressources internes qui peuvent être sollicitées par différents projets et diverses autorités à travers le monde ou des obligations internes du type clôture des comptes annuels. Par conséquent, il est indispensable que le **délai entre la publication au Journal Officiel de la République de la Décision et la date limite de restitution** des données collectées soit suffisante.

Question 1. Quelles remarques souhaitez-vous formuler sur la segmentation en fonction de la technologie d'écran envisagée ? Dans quelle mesure, cette décomposition permet-elle, selon vous, d'avoir une bonne représentativité des technologies d'écran des écrans d'ordinateur mis sur le marché en France, et d'appréhender de façon suffisamment précise la contribution des technologies d'écran à l'impact environnemental des écrans d'ordinateur ?

Les écrans à technologie OLED sont peu communs dans l'univers PC. Une recherche sur 4 sites de vente en ligne spécialisés² met en évidence que l'OLED représente entre 5% et 10% des références d'écrans d'ordinateurs proposées. Ceci est principalement dû au coût des écrans OLED. Par conséquent, nous proposons de ne conserver que la segmentation par taille qui reste le facteur principal de détermination des émissions embarquées.

Question 2. Quelles remarques souhaitez-vous formuler sur les indicateurs relatifs aux émissions de gaz à effet de serre embarquées dans les équipements mis sur le marché en France ?

² Boulanger, LDLC, Matériel.net et GrosBill

De nombreuses marques représentées par les adhérents du SECIMAVI calculent des ACV pour tout ou partie des produits commercialisés et les publient sur leur site web respectif.

Pour autant, il n'existe pas de norme établie de calcul d'ACV spécifique aux produits considérés, ce qui pose des questions méthodologiques dès lors que l'objectif serait de calculer une moyenne ou une somme des émissions pour l'ensemble des équipements de la catégorie considérée.

La méthodologie de calcul d'ACV recommandée par la Commission Européenne – la Product Environmental Footprint- n'est pas obligatoire³ et, pour être applicable à une catégorie de produits particulière, cette PEF nécessite d'être déclinée via des règles spécifiques dites « règle de définition des catégories de produits de l'empreinte environnementale de produit (PEFCR) » qui n'existent pas pour les produits électroniques.

Or calculer une ACV est un exercice complexe qui prend en compte de multiples facteurs. Elle nécessite d'établir un périmètre d'analyse et ses limites et de formuler des hypothèses, autant d'éléments qui vont influencer le résultat final. Les ACV produits calculées par les fabricants servent ainsi principalement à mesurer une progression- ou des comparaisons entre produits d'un même producteur-.

Certaines marques peuvent même utiliser des méthodologies différentes de calcul de l'ACV de leur produit ; si certains font l'objet d'une ACV complète, d'autres peuvent faire l'objet d'une ACV simplifiée.

Surtout, une Analyse de Cycle de Vie prend en compte l'ensemble du cycle, de la conception à la fin de vie du produit et inclut l'ensemble des consommations, notamment énergétiques. Or, si la phase « amont » de la conception à la fabrication se situe généralement dans un nombre limité de localisations géographiques, relativement connues et maîtrisées, la phase « aval » (transport, distribution, usage et fin de vie) ont lieu dans de très nombreux pays à travers le monde, compte tenu de la nature internationale des activités des fabricants. Or, il est pratiquement impossible de connaître l'ensemble des données nécessaires et spécifiques à chaque pays de destination du produit. Aussi, les ACV disponibles sont basées sur des hypothèses moyennes probablement très diverses - en termes de mix énergétique, de mode de transport et de stockage, de distribution, de recyclage, etc.- et propres à chaque fabricant, qui les établissent de manière globale.

Aussi, en l'absence d'une méthodologie de calcul normalisée ou a minima homogène, les données collectées pourraient être peu comparables les unes aux autres et les résultats peu exploitables. Ces données pourraient de plus ne pas refléter du tout la réalité spécifique au

³ La Recommandation (UE) 2021/2279 relative à l'utilisation de méthodes d'empreinte environnementale pour mesurer et indiquer la performance environnementale des produits et des organisations sur l'ensemble du cycle de vie indique en effet qu'elle « s'adresse aux États membres et aux organisations des secteurs public et privé qui mesurent ou prévoient de mesurer la performance environnementale sur l'ensemble du cycle de vie de leurs produits ou de leur organisation, ou qui communiquent ou prévoient de communiquer des informations sur la performance environnementale sur l'ensemble du cycle de vie à toute partie publique, privée ou représentant la société civile au sein de l'Union ».

marché français, notamment si l'Amérique du Nord ou l'Asie était retenue comme localisation hypothétique de l'usage- compte tenu de leur mix énergétique⁴.

Ceci vaut naturellement aussi pour les données extrapolées.

Par ailleurs, les fabricants ne disposent pas nécessairement de ces données à l'heure actuelle et n'ont pas les ressources pour les établir.

Question 3. Quelles difficultés d'ordre méthodologique / opérationnel ou limites ces indicateurs pourraient-ils, selon vous, entraîner ?

L'absence de méthode de calcul d'ACV standardisée constitue une difficulté opérationnelle autant qu'une limite à l'information issue de la collecte réellement utile à l'élaboration d'une évaluation de l'empreinte environnementale des terminaux.

Comme le rappelle la position de DIGITALEUROPE sur l'ESPR⁵, si la méthodologie PEF-recommandée par la Commission Européenne pour calculer une ACV- se base sur différents standards, d'une part ce n'est pas la seule option méthodologique possible et d'autre part elle n'est pas adaptée aux produits électroniques. Il serait en effet nécessaire de développer une « règle de définition des catégories de produits de l'empreinte environnementale de produit (PEFCR) » spécifique à chacune des catégories de produits cités, standards qui n'existent donc pas à ce jour.

De plus, l'absence de méthodologie d'extrapolation susceptible de fournir des résultats cohérents et comparables entre producteurs d'une même catégorie de produits limite aussi l'utilité pratique d'une telle collecte. Des producteurs différents pourraient en effet utiliser des méthodes d'extrapolation différentes conduisant à des résultats peu comparables voire produisant des résultats inutilisables.

La problématique est similaire pour les données extrapolées qui pourraient ne pas être exploitables.

Tous les fabricants ne disposent pas des ressources internes nécessaires à calculer et collecter ces données.

Enfin, il faut rappeler que différentes références commerciales de terminaux peuvent avoir des différences minimales entre elles (par exemple : un pied différent pour deux TV, des cartes mères différentes pour deux ordinateurs) et que toutes ne font pas l'objet d'une ACV. Aussi, la part de produits mis sur le marché disposant d'une ACV pourrait être minime dans de nombreux cas ou sur certaines années.

⁴ La part du charbon dans la production d'électricité est encore de plus de 60 % en Chine contre 1,8 % en France et 30 % aux États-Unis ; à l'inverse, la France dispose du 2^e parc nucléaire mondial derrière les USA et devant la Chine, pour une population très inférieure (sources : <https://www.planete-energies.com/fr/media/article/chine-grands-equilibres-energetiques> ; <https://www.connaissancedesenergies.org/fiche-pedagogique/parc-nucleaire-mondial-production-delectricite>)

⁵ <https://www.digitaleurope.org/resources/digitaleurope-views-on-the-ecodesign-for-sustainable-products-regulation-proposal-espr/>